

Ile-de-France : Huchon sauve son budget et prend une option sur les régionales

FINANCES PUBLIQUES

Le débat d'orientation budgétaire s'ouvre ce matin à la région avec en ligne de mire les prochaines élections.

Dominique Malécot
dmalecot@lesechos.fr

Le climat risque d'être lourd ce matin au Conseil régional d'Ile-de-France. Son président, Jean-Paul Huchon, y ouvrira le dernier débat d'orientation budgétaire de la mandature. Son dernier budget, espéraient il y a encore peu de temps certains de ses amis socialistes candidats à sa succession. Mais ce n'est plus si sûr.

Jean-Paul Huchon aborde en effet ce conseil en position de force. Un sondage commandé par le PS aurait douché les espoirs des prétendants à son siège en le plaçant très largement en tête dans son

camp, avec 26 % des suffrages, à la prochaine élection régionale, devant trois autres éventuels candidats socialistes, dont deux anciens ministres. Mais, surtout, le budget 2015 apparaît comme assez favorable dans une période économique difficile. Et il est défendu par Marie-Pierre de La Gontrie, la vice-présidente chargée des finances, qui se dit possible « *candidate dans une démarche collective* » si Jean-Paul Huchon ne se représente pas.

Investissements maintenus
L'Ile-de-France n'échappe certes pas aux économies imposées à toutes les collectivités. Elle perd 130 millions d'euros de dotations de fonctionnement et d'autres taxes l'an prochain, sur un budget équivalent à celui de 2014 (4,7 milliards d'euros).

Mais, Grand Paris oblige, Jean-Paul Huchon a obtenu 140 millions d'euros par an de taxes nouvelles pour financer la modernisation du réseau de transports en complément du métro de rocade. De même obtient-il 1,4 milliard d'euros pour les transports dans le prochain



Jean-Paul Huchon, président PS du Conseil régional d'Ile-de-France. Photo AFP

contrat de plan Etat-région 2015-2020. S'y ajoute, c'est désormais la loi, le transfert de la gestion des fonds européens.

La région affiche ainsi le maintien de ses investissements. Cela,

sans négliger l'enseignement et la recherche tout en tentant de maîtriser ses dépenses de fonctionnement. Elle n'abandonne pas non plus son soutien aux associations ni son action sociale.

Un discours ciselé au millimètre pour évacuer les critiques de l'opposition emmenée par Valérie Pécresse. L'élue UMP s'appuie, entre autres, sur un rapport « *accablant* » de la chambre régionale des comptes pour dénoncer le doublement de la dette entre 2007 et 2013, « *l'absence de stratégie* » de la région et l'importance des dépenses hors compétences. Elle mentionne aussi le dérapage de la politique du personnel hors transferts de l'Etat, l'opacité des dispositifs de subventions et une « *absence totale de logique de performance* ». Valérie Pécresse, qui, selon un autre sondage attribué aux écologistes, ferait jeu égal aux élections avec Jean-Paul Huchon.

Invité hier des Echos-TV, le président de la région s'est dit motivé pour poursuivre ce qu'il a entrepris depuis 1998. ■